

1. Conditions générales

Les services fournis par Cotecna Inspection SA et / ou ses sociétés affiliées (ci-après « la Société »), directement ou par leurs agents et / ou sous-traitants, sont soumis aux présentes conditions générales (ci-après « les Conditions Générales ») sauf si elles sont écartées en tout ou en partie par (i) les dispositions impératives de la loi et des réglementations en vigueur et / ou (ii) accord explicite de la Société par écrit.

2. La Société

La Société opère dans les domaines des tests, de l'inspection, de la certification et de la prestation de services technologiques personnalisés destinés aux gouvernements et/ou opérateurs commerciaux.

3. Le Mandant

La Société agit pour les personnes morales ou physiques dont elle reçoit mandat (ci-après « le Mandant »).

4. Exécution des services

La Société s'engage à fournir ses services conformément i) au cadre et aux méthodes d'exécution convenus avec le Mandant, ii) aux codes de conduite de la Fédération Internationale des Sociétés d'Inspection (IFIA) en vigueur et iii) aux standards d'exécution que la Société juge appropriés compte tenu des services spécifiques demandés.

La Société a le droit, à sa discrétion, de déléguer tout ou partie de la prestation des services à des agents et / ou sous-traitants.

La Société fournit ses services dans le cadre des instructions explicites du Mandant, telles qu'acceptées par la Société. Le Mandant doit fournir des informations, spécifications et instructions suffisantes pour permettre à la Société d'évaluer et / ou d'exécuter les services requis. Les documents reflétant les engagements contractés entre le Mandant et des tiers ou les documents de tierces parties tels que contrats de vente, lettres de crédit, et connaissements, lorsqu'ils sont fournis à la Société, ne font partie du mandat que s'ils sont expressément mentionnés et admis par la Société.

5. Services

Les services de la Société peuvent comprendre ce qui suit :

L'inspection de biens avant expédition et à destination lors du pré-chargement et / ou à l'arrivée, y compris les services d'inspection non intrusive (tel que le contrôle par scanner à rayons X) ;

L'inspection ou l'expertise indépendante portant sur des biens et / ou les processus associés, à différents stades des chaînes d'approvisionnement commerciales, y compris leur échantillonnage ainsi que la préparation et les tests en laboratoire de ces échantillons, comme seconde ou tierce partie ;

Les analyses en laboratoire ou autres services de test ;

La vérification de conformité dans le pays d'origine ou de destination comprenant la vérification de la conformité des produits aux normes nationales ou internationales, aux conditions réglementaires du pays d'importation ou aux contrats commerciaux ;

Les solutions de suivi, y compris les services de vérification et de traçabilité liés au respect des réglementations en matière de douane et de sécurité ;

Le développement, l'intégration et la mise en œuvre de solutions technologiques et logicielles personnalisées destinées à permettre aux gouvernements de faciliter et/ou surveiller le commerce et d'améliorer la sécurité ;

La certification de systèmes de gestion ; études, expertises et audits ;

La formation du personnel douanier, le renforcement des capacités et la certification ;

6. Rapports, certificats et résultats

Sous réserve des instructions reçues du Mandant, la Société émettra des rapports et certificats qui reflètent ses constatations. La Société n'a pas l'obligation de se référer à, d'émettre un avis sur, ou de signaler des faits ou des circonstances qui dépassent le cadre du mandat reçu.

Les rapports et certificats délivrés par la Société reflètent uniquement ses constatations au moment et au lieu de son intervention.

La portée des certificats émis par la Société dans le cadre d'un programme gouvernemental est limitée par les conditions du contrat en vigueur entre la Société et un organisme gouvernemental précis ou par l'accréditation accordée par celui-ci. Ces certificats sont établis à partir des critères d'inspection prédéterminés énoncés à un moment donné et ne peuvent être considérés comme une garantie de la qualité ou de la quantité des biens ou du caractère approprié des biens pour une utilisation particulière.

Les résultats figurant dans les rapports et certificats émis à la suite de tests et / ou de l'analyse d'échantillons se rapportent uniquement à ces échantillons, et sous réserve de ce qui précède, n'expriment aucune opinion quant à la qualité globale des biens dont les échantillons sont issus. Si un avis sur la qualité globale du lot échantillonné est requis, un accord particulier doit être conclu à l'avance avec la Société à cette fin et un tel avis sera limité par les méthodes d'échantillonnage et de test utilisées.

7. Obligations du Mandant

Le Mandant s'engage à :

Fournir toutes les instructions nécessaires et des informations précises en temps utile afin de permettre à la Société d'assurer la prestation des services demandés ;

Fournir l'accès nécessaire aux locaux, entrepôts, moyens de transport de toutes sortes, ou à tout autre endroit afin de permettre à la Société de fournir les services requis dans les meilleurs délais ;

Fournir l'équipement et l'assistance particulière, notamment en personnel, si cela est nécessaire à l'exécution des services requis ;

S'assurer que toutes les mesures adéquates seront prises pour la sécurité des travailleurs et des représentants de la Société durant l'exécution des services ;

Prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures nécessaires pour garantir qu'aucun obstacle n'empêche la Société d'exécuter les services requis ;

Informar la Société par avance de tous les risques ou dangers connus et / ou présumés de toute nature, présents ou futurs, liés à toutes commandes, demandes d'échantillons ou de tests, comprenant sans toutefois s'y limiter la présence ou le risque d'irradiation, de substances toxiques, de matériaux nocifs ou explosifs et de pollution ;

Remplir toutes ses obligations en vertu de tout contrat avec des tiers auxquels les services fournis par la Société se rapportent, qu'un rapport ou un certificat ait été émis par la Société ou non, faute de quoi la Société n'encourra aucune responsabilité envers le Mandant.

8. Analyses en laboratoire par un tiers et autre intervention

Si le Mandant demande une analyse d'échantillons par son propre laboratoire ou par celui d'un tiers, la Société fera part du résultat des analyses au Mandant, mais ne sera pas responsable de l'exactitude de l'analyse ou des résultats.

Lorsque le Mandant demande à la Société d'attester uniquement l'intervention d'un tiers, il reconnaît que la seule responsabilité de la Société consiste à être présente au moment de l'intervention du tiers ou, le cas échéant, à examiner les documents attestant l'intervention d'un tel tiers et à communiquer les résultats de l'intervention, ou à confirmer qu'elle a eu lieu. Dans de tels cas, le Mandant reconnaît que la Société n'est pas responsable de l'échantillonnage, de l'étalonnage des équipements utilisés, des méthodes d'analyse suivies, des qualifications professionnelles, des actes ou omissions du personnel employé par le tiers, ou des résultats de toute autre intervention.

9. Responsabilité et indemnisation

La responsabilité pour faute grave est soumise aux dispositions pertinentes du droit suisse.

Dans tous les autres cas, la responsabilité de la Société confrontée à toute réclamation pour perte, dommages ou frais de quelque nature ou origine que ce soit est limitée au moins élevé des montants suivants :

a) l'équivalent de dix (10) fois les honoraires payés ou dus pour la prestation précise (ou un élément de celle-ci) contestée, couverte par les termes d'un contrat ou d'un mandat spécifique avec la Société, ou

b) USD 25'000 (vingt-cinq mille Dollars US), ou

c) tout autre montant expressément spécifié dans le contrat, l'accord ou autre convention conclus entre la Société et le Mandant.

La responsabilité des sous-traitants et agents (auxiliaires) de la Société impliqués dans l'exécution des services pour fautes légères ou graves est limitée comme stipulé à l'Article 9.2.

La Société n'encourra aucune responsabilité pour des dommages indirects ou dérivés y compris la perte de profits, les pertes d'affaires futures, les pertes de production et / ou l'annulation de contrats conclus par le Mandant.

Lorsque des honoraires sont dus à la Société pour deux ou plusieurs services et que le Mandant présente une réclamation pour l'un de ces services, les honoraires resteront dus pour la partie non contestée des services rendus.

Le Mandant relèvera, garantira et indemnisera la Société et ses dirigeants, employés, agents ou sous-traitants dans le cadre de toute réclamation formulée par un tiers pour perte, dommage ou frais de quelque nature que ce soit relatifs à l'exécution ou à la non-exécution prétendue des services fournis conformément aux instructions du Mandant.

Si la Société est empêchée, pour une quelconque raison hors de son contrôle, d'exécuter ou de mener à bien les services pour lesquels une commande a été passée et acceptée ou un accord conclu, la Société sera déchargée de toute responsabilité pour l'inexécution partielle ou totale des services requis. En outre, le Mandant paiera à la Société a) tous frais effectivement encourus et b) une part proportionnelle des honoraires convenus pour le service effectivement rendu.

10. Prix et facturation

Le Mandant paiera au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de la facturation ou dans tout autre délai qui pourra avoir été convenu par écrit avec la Société, tous les honoraires dus à et / ou tous frais encourus par la Société à la suite de l'exécution de ses services, faute de quoi des intérêts moratoires seront dus aux taux LIBOR actuels ou minimum de zéro pourcent + 1,5 % par mois à compter de la date où le paiement était dû jusqu'à la date effective de paiement.

Le Mandant n'aura pas le droit de retenir, différer ou compenser le paiement dû à la Société en invoquant un litige, une demande reconventionnelle ou une compensation contre la Société ou toute forme d'imposition à la source.

Le Mandant devra également payer à la Société tous les frais encourus pour recouvrer les arriérés liés au paiement tardif du Mandant, y compris les frais d'avocat et autres frais de justice.

Si des problèmes imprévus surviennent ou si la Société encourt des frais extraordinaires pour l'exécution des services, la Société aura le droit de facturer les montants nécessaires à la couverture du temps et des frais supplémentaires pour mener à terme le contrat ou le mandat.

La Société se réserve le droit de suspendre ses services si les obligations prévues à l'Article 10.1 ne sont pas remplies par le Mandant et les arriérés s'accumulent pendant une période supérieure à (un) (1) mois. Une telle suspension des services ne saurait être considérée comme une violation des obligations contractuelles de la Société, ou dispenser le Mandant de ses obligations de paiement envers la Société.

La Société se réserve le droit de modifier les termes de paiement prévus à l'Article 10.1 si elle estime la situation financière du Mandant matériellement altérée.

11. Réclamation

Le Mandant doit notifier toute réclamation pour perte, dommage ou frais (« Perte ») au siège de la Société, par écrit, immédiatement après la découverte des faits ayant causé la Perte.

En outre, le Mandant peut tenter une action judiciaire selon l'Article 14 ci-dessous, au plus tard trois (3) mois après cette découverte et au plus tard un (1) an après (a) la date d'exécution de la prestation donnant lieu à la réclamation du Mandant ; ou (b) la date à laquelle ladite prestation aurait dû être exécutée dans le cas d'une inexécution prétendue, faute de quoi la Société sera déchargée de toute responsabilité envers le Mandant.

12. Amendements et modifications

Aucune modification ou aucun amendement à l'une des clauses des présentes Conditions Générales n'aura d'effet à moins d'être effectué(e) par écrit et signé(e) par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) par la Société à cet effet.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes Conditions Générales devaient s'avérer illégales ou inapplicables pour quelque raison que ce soit, la validité et l'application des autres dispositions n'en seront pas affectées.

13. Avis de non-responsabilité

La Société ne garantit et ne fait aucune déclaration quant à (i) l'exactitude et l'authenticité des documents, titres et gages qui lui sont présentés au cours de l'exécution de son mandat et (ii) la quantité, la qualité et l'adaptation à l'usage prévu des biens inspectés au-delà du cadre du mandat d'inspection reçu. La Société décline toute responsabilité quant aux conséquences de toute mesure prise ou non sur la base des rapports / certificats émis par la Société.

Un mandat d'inspection n'implique pas une obligation de vérifier le titre / la propriété des biens à inspecter.

La Société ne fournit pas les services d'un garant ou d'un assureur et ne peut être tenue responsable pour avoir agi à ce titre.

Les services fournis ne comprennent pas automatiquement la vérification de l'origine ni des droits de propriété intellectuelle d'un tiers relatifs aux biens inspectés.

14. Loi applicable, juridiction et règlement des litiges

Les présentes Conditions Générales sont régies et interprétées selon le droit suisse à moins qu'il en soit expressément convenu autrement par écrit par la Société et le Mandant.

Les parties peuvent convenir de soumettre tout litige, controverse ou réclamation relatif aux présentes Conditions Générales à la médiation. Une demande de médiation est adressée par la partie lésée à l'autre partie dans les 30 jours suivant la date de la notification de litige, controverse ou réclamation. Chaque partie pourra engager un arbitrage dans les trente (30) jours suivant la date où la demande de médiation est faite, si le processus de médiation échoue, n'est pas expressément prolongé ou si l'une des parties refuse la médiation.

Si un tel litige, une telle controverse ou réclamation est soumis(e) à l'arbitrage, il / elle sera définitivement tranché(e) conformément au Règlement suisse d'arbitrage international de la Swiss Chambers' Arbitration Institution en vigueur à la date à laquelle la notification d'arbitrage a été présentée conformément audit Règlement. Le nombre d'arbitres sera trois (3), à moins que la valeur litigieuse soit inférieure à CHF 1 million, auquel cas il y aura un (1) seul arbitre. Le siège de l'arbitrage sera à Genève, Suisse. La procédure d'arbitrage se déroulera en anglais.

15. Protection des données

La Société s'engage à remplir ses obligations aux termes de la législation en vigueur sur la protection des données et elle respecte les droits des particuliers à l'information et à la sphère privée.

16. Communication et langues

Les communications entre le Mandant et la Société sont réputées être effectuées en bonne et due forme uniquement lorsqu'elles sont envoyées par la poste, par courrier, remises en mains propres, ou par courriel à l'adresse électronique de l'autre partie préalablement notifiée, à l'exclusion de tout autre moyen de communication. Toute communication envoyée par une application de messagerie instantanée doit être confirmée par courriel pour être considérée comme effectivement réalisée.

Les présentes Conditions Générales ont été rédigées en anglais et sont disponibles en différentes langues sur le site web de la Société <http://www.cotecna.com/en/About-Cotecna/Terms-Conditions>. En cas de divergence, le texte anglais fait foi.